

Daily Notes

Connexion

Sentence
qqqqqqqqqq

Sentence

Votre immeuble est-il « pastillé » dans le nouveau PLU ? - Association Marais-Louvre

Votre immeuble est-il « pastillé » dans le nouveau PLU ? - Association Marais-Louvre
[🔗Highlight-2024:11:21:09:48:19](#)

Au cas où vous ne le sauriez pas, dans la cadre du nouveau PLU (Plan Local d'Urbanisme), votre immeuble est peut être « pastillé ». Quelle opération, concoctée par la [villeplugin-autotooltip__blue plugin-autotooltip_big](#) Popup Text

[arthur] de Paris, dont l'adjoint au logement communiste, se cache sous ce vocable ? Il s'agit plus ou moins d'une préemption immobilière déguisée, voire à retardement, en ce sens que la mairie, de son propre chef, a listé un certain nombre d'immeubles et de terrains ne lui appartenant pas où elle souhaite cependant à terme voir éclore des logements sociaux (*).

Le tour de passe passe est simple, la [villeplugin-autotooltip__blue plugin-autotooltip_big](#) Popup Text

[arthur] pastille un bien puis, sous prétexte d'urgence climatique, de manque de logements et du leitmotiv de mixité sociale, elle applique une règle contraignante qui oblige le ou les propriétaires, en cas de gros travaux, d'extension, dans leur immeuble, à affecter une partie des surfaces en logements sociaux. C'est un peu à l'instar de l'ancienne ministre « vert » de l'égalité des territoires et du logement, Cécile Duflot, qui s'était mis en tête en 2012, dans le cadre de l'hébergement d'urgence, de réquisitionner les biens immobiliers appartenant à des entreprises (banques et assurances de préférence), des sociétés civiles immobilières et des congrégations religieuses ! Soit 223 ans après un retour ou presque aux pratiques de 1789. Heureusement que cela n'a pas eu lieu, sauf que désormais la Maire de Paris, pieds et poings liés aux Verts, n'a d'autre choix que de reprendre cette idée par le biais que nous venons de décrire. Le fil est gros. Et bien entendu tous ceux qui sont concernés, particuliers, entreprises et curieusement nombre d'écoles privées (7 sont en lice, une pétition a recueilli près de 6 000 signatures) et ... de congrégations religieuses, ont réagi et certains pastillages ont été enlevés.

De son côté la mairie tend à banaliser l'opération... qui est tout sauf banale. Elle traduit en effet un interventionnisme malsain contraignant les mécanismes de marché, dévaluant la valeur des immeubles retenus malgré les expressions rassurantes employées à l'encontre des détracteurs, « zone d'accélération de la solidarité »,... » rééquilibrage Est-Ouest en termes de logements sociaux »... »une [villeplugin-autotooltip__blue plugin-autotooltip_big](#) Popup Text

[arthur] plus verte et plus social » « 70 % de Parisiens sont éligibles au logement social ». La mairie

ne cache pas ses ambitions, elle se verrait bien racheter les immeubles pastillés (« droit de délaissement ») au prix du marché de sorte que les propriétaires ne soient pas perdants affirme t'elle. Mais alors avec quel argent la villeplugin-autotooltip__blue plugin-autotooltip_bigPopUp Text

[arthur] particulièrement endettée achèterait ces biens ? Celle des contribuables déjà sérieusement lestés et échaudés par la dernière et spectaculaire augmentation de l'impôt foncier ?

Lorsque l'on constate que des immeubles sont « pastillés » rue de la Paix (donc dans notre arrondissement), on ne peut s'empêcher d'y voir une poussée de fièvre idéologique. Rappelons nous, il fallait, il n'y a pas si longtemps, que Paris compte 30 % de logements sociaux, nous sommes passés désormais à un objectif de 40 %. Peut-être nos élus fantasment-ils sur un taux ultérieur proche de 100 % pensant qu'ainsi leur avenir aux manettes de la villeplugin-autotooltip__blue plugin-autotooltip_bigPopUp Text

[arthur] serait assuré à long terme ?

Si vous êtes contre le « pastillage », n'hésitez pas à vous prononcer dans le cadre de l'enquête publique qui prendra fin le 29 février prochain. Certains propriétaires (tous hélas ne sont pas au courant de cette manœuvre) n'hésitent pas à parler déjà d'expropriation rampante. Mais la principale conséquence sera de contraindre les propriétaires à retarder voire d'annuler des gros travaux ou la rénovation énergétique, un effet indirect bien regrettable qui risque aussi de précipiter encore plus de Parisiens hors de la villeplugin-autotooltip__blue plugin-autotooltip_bigPopUp Text

[arthur]!

Sentence

Utopia XXI de Aymeric Caron - Editions Flammarion

Utopia XXI de Aymeric Caron - Editions Flammarion [🔗Highlight-2024:10:27:08:32:39](#)

Sentence

Une campagne de Greenpeace sur l'urgence climatique refusée dans le métro parisien

Une campagne de Greenpeace sur l'urgence climatique refusée dans le métro parisien [🔗Highlight-2024:10:29:09:28:40](#)

C'est une publicité qui n'apparaîtra pas dans le métro parisien. Pour alerter sur l'urgence climatique et dénoncer l'inaction des décideurs politiques, Greenpeace souhaitait diffuser dans les couloirs du métro et du RER francilien une campagne de communication au message fort. Mais la régie publicitaire des transports parisiens Mediatransports s'est opposée à sa diffusion, tout comme plusieurs cinémas, a fait savoir l'ONG dans un communiqué paru lundi 2 mars.

« Face à l'urgence climatique, les discours ne suffisent pas », peut-on lire sur les affiches de la campagne qui illustrent des événements climatiques extrêmes, comme la fonte des glaces ou les inondations. En bas de page, il est inscrit ce message : « Le gouvernement doit agir », ou encore

« mobilisons-nous pour mettre un terme à l'inaction des décideurs politiques ».

Conçue avec l'agence Strike, cette campagne de communication comprend aussi un film de soixante secondes où apparaissent les mots « bla bla » en glace, en bois, en plastique ou en métal, qui s'effondrent, s'envolent dans des tornades, sont emportés par des inondations ou brûlent dans de gigantesques incendies. En fond sonore, on peut entendre des extraits de discours ambitieux sur le climat des présidents Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron. Façon d'illustrer, pour l'ONG, le décalage entre les discours et les actes des décideurs politiques.

Dans son communiqué, Greenpeace rapporte que le propos a été jugé « un peu trop engagé » pour la régie publicitaire et pour des cinémas qui ont refusé la campagne, le considérant « trop politique, bien que les visuels aient été jugés conformes par l'ARPP », l'autorité de régulation professionnelle de la publicité.

Devoir de neutralité

« Dans les contrats avec la RATP et la SNCF, nous n'avons pas le droit de diffuser des campagnes qui ont un caractère politique ou religieux en raison d'un devoir de neutralité », explique au Monde Alexandra Lafay, directrice de la communication à Mediatransports. « Cette campagne ne respecte pas ce devoir de neutralité puisqu'elle mentionne l'inaction des décideurs politiques. »

Pour Greenpeace, cette campagne « rappelle simplement sur qui reposent les principales responsabilités. C'est bel et bien aux États d'enclencher les changements systémiques dans les modes de production et de consommation pour éviter de voir la planète se réchauffer de 3°C à 7°C d'ici à la fin du siècle ». Dans le communiqué, Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France, dénonce un paradoxe :

« Dans un contexte où les alertes des scientifiques se succèdent pour expliquer que nous sommes la dernière génération à pouvoir agir, il est surprenant de constater que Mediatransports considère des affiches rappelant l'urgence climatique comme indignes du métro parisien, alors que les compagnies aériennes par exemple y développent des campagnes d'ampleur, incitant les voyageurs à prendre l'avion comme d'autres prennent le métro. »

Greenpeace indique toutefois que la campagne est visible à Bordeaux, à Lille, à Lyon, à Montpellier et à Toulouse, depuis le 2 mars, soit quelques jours avant les marches pour le climat prévues le samedi 14 mars.

Sentence

Trump accuse Macron de «lécher le cul» du président chinois

[Trump accuse Macron de «lécher le cul» du président chinois](#) ↗Highlight-2024:11:06:10:00:07

Taïwan: «Macron est en train de lécher le cul» de la Chine, fustige Donald Trump Donald Trump a accusé le président français Emmanuel Macron de «lécher le cul» de son homologue chinois Xi Jinping après sa visite à Pékin, lors d'une interview diffusée ce mardi 11 avril.

Mis à jour le 12 avril 2023, publié le 12 avril 2023

Le président français est sous le feu des critiques après ses propos appelant l'Europe à ne pas être «suiviste» de l'Amérique ou de la Chine sur la question de Taïwan.

<https://video.lefigaro.fr/figaro/video/macron-qui-est-un-ami-est-avec-la-chine-en-train-de-lui-lecher-le-cul-fustige-donald-trump/>

Passer la publicité

Donald Trump a accusé le président français Emmanuel Macron de «lécher le cul» de son homologue chinois Xi Jinping après sa visite à Pékin, lors d'une interview diffusée mardi 11 avril.

À découvrir

EN DIRECT - Résultats de l'élection américaine 2024 : Trump ou Harris, suivez l'événement minute par minute

PODCAST - Écoutez le club Le Figaro International

Emmanuel Macron est sous le feu des critiques après ses propos appelant l'Union européenne à ne pas être «suiviste» de l'Amérique ou de la Chine sur la question de Taïwan, prononcés après son séjour en Asie. «Macron, qui est un ami, est avec la Chine en train de lui lécher le cul», a estimé l'ancien président américain lors d'une interview à la chaîne Fox News, en faisant allusion au dirigeant chinois.

Donald Trump a accusé l'administration de son successeur Joe Biden d'avoir considérablement affaibli le leadership des Etats-Unis sur la scène internationale, au point de perdre le soutien de ses alliés traditionnels. «Vous avez ce monde de fou, qui explose de partout, et les Etats-Unis n'ont absolument pas leur mot à dire», a assuré Donald Trump. «Je me suis dit "Ok! La France va en Chine maintenant!"», a confié le milliardaire.

L'administration Biden avait cherché lundi à dédramatiser la polémique, estimant que les Etats-Unis entretenaient une «relation bilatérale formidable» avec la France. Face au tollé, l'Elysée a défendu la posture du président français, estimant que l'Europe «doit pouvoir faire entendre sa voix singulière».

[Anciens billets >>](#)

From:

<http://aproposnews.com/> - **Apropos News**

Permanent link:

http://aproposnews.com/doku.php/ens/daily_notes

Last update: **09/06/2024**

